
Bulletin d'histoire politique

Noam Chomsky, Responsabilités des intellectuels, Paris-Montréal, AgonE-Comeau-Nadeau, 1999

Jean-Claude St-Onge



Volume 8, Number 2-3, Winter 2000

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1060229ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1060229ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Bulletin d'histoire politique
Comeau & Nadeau Éditeurs

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

St-Onge, J.-C. (2000). Review of [Noam Chomsky, Responsabilités des intellectuels, Paris-Montréal, AgonE-Comeau-Nadeau, 1999]. *Bulletin d'histoire politique*, 8(2-3), 399–401. <https://doi.org/10.7202/1060229ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2000

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

Pour ce faire, Bouchard propose de diversifier les points de vue sur l'histoire nationale, loin de l'aspect unanime traditionnel qui a eu cours de Garneau à Groulx : « La mémoire a changé à partir des années 1960, en même temps et dans le même sens que la société qu'elle servait » (p. 127).

Bouchard s'oppose à la conception de Fernand Dumont où le Québec est une nation civique jumelée à quelques nations culturelles (canadienne-française, anglophone, amérindienne). Le clivage ethnique ainsi supposé sert mal les intérêts québécois et le met à rebours de tout l'Occident à ce chapitre. Il est aussi porteur d'intolérance, de discrimination et d'exclusion. Donc, Bouchard propose la langue française comme vecteur commun d'un Québec qui inclut toutes les composantes de la société et devient véritablement une nation culturelle, « qui acquiert ainsi virtuellement la même extension que la nation politique ou civique, en s'y superposant » (p. 139).

La critique que lui fait Louis Cornellier n'est pas sans fondement : « Notre situation géopolitique étant ce qu'elle est, quel intérêt pourrait représenter notre langue dès lors que la culture mémorielle qu'elle fonde aurait été jetée au feu ? » (*Le Devoir*, 24-25 avril 1999).

En somme, *À propos de l'histoire nationale* propose une série de perspectives plus ou moins profondément théoriques qui font œuvre fort utile, et qui mettent passablement de chair sur l'ossature de ce débat fort actuel. À lire.

Félix Bouvier
Historien

Noam Chomsky, *Responsabilités des intellectuels*, Paris-Montréal, AgonE-Comeau-Nadeau, 1999.

Appartient-il aux intellectuels de servir la soupe aux maîtres du monde ? C'est la question provocante posée par Noam Chomsky dans un recueil de quatre conférences, intitulé *Responsabilités des intellectuels* et publié conjointement par AgonE et Comeau et Nadeau.

Dans la première de ces conférences, prononcées en 1995-1996, Chomsky énonce une banalité : la responsabilité de l'intellectuel est de dire la vérité. Plus particulièrement, l'intellectuel occidental doit dire la vérité sur les exactions du monde occidental, à un public occidental susceptible de réagir. Il ne doit, certes pas occulter les crimes de Staline, quoique cela soit surtout l'affaire des intellectuels soviétiques. En Occident, les intellectuels qui refusent de dénoncer les crimes des puissances occidentales portent une

culpabilité plus grande, puisque les intellectuels soviétiques s'exposaient à des sanctions graves « alors que les nôtres n'ont que leur servilité à faire valoir ».

« Grandes puissances et droits de l'homme en Indonésie et au Timor-Oriental » dénonce la complicité des grandes puissances dans l'invasion indonésienne du Timor en 1975. Plus du quart de la population du Timor-Oriental fut exterminé et les survivants, regroupés dans des camps de concentration, ont subi une famine comparable aux Cambodgiens sous Pol Pot. Chomsky dénonce les agissements de Clinton qui a contourné les contraintes du Congrès et empêché qu'on impose des conditions d'ordre humanitaire à l'aide à l'Indonésie. Au Canada, les libéraux ont repris les livraisons d'armes interrompues par les conservateurs. Rappelons l'attitude du premier ministre Chrétien qui avait joué du muscle pour empêcher la tenue d'une manifestation pacifique contre la visite de Suharto.

Au milieu des années 1960, des massacres sanglants ont été perpétrés contre la population et les communistes indonésiens. Un texte de la CIA les place parmi les « pires meurtres de masse du XX^e siècle » aux côtés des atrocités nazies.

Chomsky rappelle qu'il existe un gouffre entre le discours officiel de la Maison-Blanche et la pratique. La politique extérieure américaine fut élaborée vers la fin des années 1940. L'un de ses principaux architectes fut George Kennan. Ce dernier proposait de maintenir le gouffre entre les pays riches et pauvres, d'oublier l'altruisme et d'« agir ouvertement en termes de rapports de forces ». Dans la même veine, et bien que Chomsky n'en fasse pas mention, dans un mémorandum à Ford en 1973, Kissinger affirmait que les excédents de population dans le Tiers monde posent un problème de sécurité pour les États-Unis. On devine le reste.

La troisième conférence de Chomsky, « Démocratie et marché dans le nouvel ordre mondial », fait le point sur l'ère nouvelle qui présiderait à la politique étrangère américaine. Après avoir contenu la menace qui pesait sur les « démocraties de marché », désormais « nous devons étendre le champ de ces démocraties », selon Anthony Lake, conseiller à la Sécurité nationale de Clinton. D'après Lake, toute « notre histoire » fut consacrée à la construction de sociétés où les gouvernements existent pour assurer aux peuples « libertés et opportunités ». Samuel Huntington, directeur de l'Institut d'études stratégiques à Harvard, plaide en faveur du maintien de la « primauté internationale » des États-Unis, et des « valeurs politiques et économiques universelles », *i.e.* « liberté, démocratie, égalité, propriété privée et marchés ».

Prenant Lake au pied de la lettre, Chomsky jette un coup d'œil sur l'histoire, question de mesurer ces prétentions à la réalité. Il rappelle

l'implication des États-Unis dans les atrocités commises en Amérique latine (Salvador, Haïti, Panama) et le rôle qu'ils ont joué dans la mise en place d'un régime de tortionnaires au Brésil.

Selon Chomsky, les États-Unis n'ont jamais soutenu les marchés libres. Tout en prêchant les vertus du laissez-faire, ils se retranchent derrière le protectionnisme et l'intervention de l'État quand leurs intérêts bien compris sont en jeu. En 1992, le Programme des Nations unies sur le développement (PNUD) évaluait que les mesures protectionnistes avaient privé les pays du Sud de 500 milliards de dollars par an. Washington arrose l'industrie militaire et la NASA de milliards et une bonne partie des budgets du Pentagone assure un approvisionnement en pétrole du Moyen-Orient à des prix raisonnables. Le champion toutes catégories des marchés libres, Reagan, a institué les accords de restrictions volontaires des exportations. Chomsky a raison de rappeler que les tendances protectionnistes des pays du Nord sont toujours vivantes. Il n'en demeure pas moins qu'on assiste depuis la fin des Trente glorieuses à une puissante tendance au retour des marchés par les privatisations, la déréglementation, le saccage des programmes sociaux, etc.

La dernière conférence, « Les moyens et les fins », aborde un dilemme auquel font face tous ceux qui sont partisans d'une critique radicale de l'État. Il note que l'idéal de tout libertaire est le démantèlement du pouvoir étatique. Mais, dans la conjoncture actuelle, cet idéal est en conflit avec les objectifs immédiats, à savoir, la défense des acquis sociaux et démocratiques. Il faut donc se résigner à renforcer certains aspects de l'autorité étatique, quoique fondamentalement illégitimes. C'est ainsi qu'il faut contraindre l'État à ouvrir ses institutions à une participation plus large et effective. Pour les ultraconservateurs, les régimes démocratiques contiennent un vice inacceptable, puisque les institutions de l'État donnent un rôle, certes dérisoire, à la population. Pour les maîtres du monde, la multitude ne doit avoir aucune initiative.

Chomsky questionne le nouvel esprit du temps, qui est de « s'enrichir et ne penser qu'à soi » ; il dénonce la compétition brutale et l'avidité qui détruisent le sens de la communauté. Il rappelle l'idéal de Dewey, d'une communauté d'« être humains, librement associés ». Ce dernier militait en faveur de l'élimination de toutes les formes de domination et pour une liberté permettant l'épanouissement de chacun.

Jean-Claude St-Onge
Professeur, cégep Lionel-Groulx